

## Recharge électrique - 570 M€ d'aides européennes pour le déploiement des bornes : une mauvaise idée / Powerdot

Mercredi dernier, la Commission européenne a dévoilé son plan pour sauver l'automobile européenne en grande difficulté.

Ce plan aborde plusieurs points : verdissement des flottes, soutien à l'innovation, obligation de composants européens... mais surtout, une enveloppe de 570 M€ pour accélérer le déploiement des bornes de recharge d'ici l'an prochain.

Seulement, dans un marché où les fonds privés dominent et où le maillage est déjà très dense, ces subventions sont-elles encore pertinentes ?

### Matthieu Dischamps, Directeur Général de Powerdot France, explique :

*« Le secteur de la recharge n'a pas besoin de nouvelles subventions. En France, le maillage des bornes de recharge est déjà très dense, les fonds privés ont largement pris le relais des financements publics. En effet, ces dernières années, les investissements privés se sont multipliés. Chez Powerdot, nous avons par exemple levé 250 M€ en fonds propres et 165 M€ en dette en deux ans, auprès de fonds et banques privés.*

*L'enjeu aujourd'hui n'est plus de subventionner l'infrastructure, mais de créer un véritable marché pour le véhicule électrique. Les constructeurs prétendent peiner à écouler leurs modèles faute de demande. Ces 570 M€ devraient plutôt être utilisés pour stimuler la demande pour les véhicules électriques. La France a jusqu'ici adopté une approche coercitive du verdissement des flottes – objectifs, déclarations, amendes... – sans contrôle réel, et surtout, sans résultats. À l'inverse, des pays comme la Belgique ont démontré qu'une politique incitative est bien plus efficace : en 2024, 40 % des immatriculations de véhicules d'entreprise y étaient électriques, en mettant fin à la fiscalité avantageuse sur le thermique et en la redirigeant vers l'électrique.*

*En France, 6,2 milliards d'euros sont encore dépensés chaque année pour soutenir les véhicules thermiques dans les flottes professionnelles à travers des allègements de charges et des incitations fiscales. Réorienter une partie de ces fonds vers l'électrique permettra de créer de la demande parmi les véhicules d'entreprises, sans aucun impact budgétaire. Plutôt que de multiplier les subventions pour des infrastructures déjà largement financées par le privé, la priorité devrait être de lever les obstacles à l'adoption des véhicules électriques. Cela passe par des incitations ciblées, une fiscalité plus cohérente et un soutien renforcé aux entreprises et aux particuliers.»*

### A propos de [Powerdot](#)

Présent en France depuis 2020, Powerdot a pour objectif d'accélérer la mobilité durable en démocratisant la recharge rapide pour tous les Français, dans tous les territoires, sur leurs lieux d'arrêt naturel.

Dans cette optique, Powerdot a réalisé deux levées de fonds auprès d'Antin Infrastructure Partners : 150 millions d'euros en 2022, puis 100 millions en février 2024, et a également obtenu un financement vert de 165 millions d'euros en août 2024 auprès d'un consortium bancaire. Forte de ces financements, l'entreprise s'est imposée en quatre ans comme le leader de la recharge rapide sur espaces de retail dans notre pays.

Avec près de 6 000 points de charge actuellement en opération dans l'Hexagone chez les acteurs du retail (supermarchés, restaurants, retail parks, centres commerciaux) auprès de partenaires tels que Cora, Supermarchés Match (tous deux récemment acquis par Carrefour), Mr Bricolage, Accor, et plus de 3 000 autres en cours d'installation, Powerdot est aujourd'hui le plus large réseau de recharge rapide et ultra-rapide (plus de 50kW) avec 18% des points de charge du pays. L'opérateur prévoit d'investir d'ici 2027 plus de 260 millions d'euros, dont 107 millions en France, afin de poursuivre le développement de son réseau.